

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Le 16 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

RIFFIER GRANULATS VICAT SAS

4 rue Aristide Bergès
Les Trois Vallons
38080 L'Isle-d'Abeau

Références : AC/MV/2023/C_066
Code AIOT : 0005400543

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2023 dans l'établissement RIFFIER GRANULATS VICAT SAS implanté Les Chaumes 71390 MONTAGNY-LES-BUXY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RIFFIER GRANULATS VICAT SAS
- Les Chaumes 71390 MONTAGNY LES BUXY
- Code AIOT : 0005400543
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de roche massive de Montagny-les-Buxy a été autorisée par arrêté préfectoral du 11 janvier 2010 pour une durée de 15 ans. Un arrêté complémentaire du 07 mai 2019 a été pris dans le cadre des modifications des conditions d'exploitation et de remise en état suite à une qualité de gisement très hétérogène.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : bilans d'exploitation, phasage, remise en état, vibrations, eaux superficielles, déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 2.4	/	Sans objet
10	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 4.2.2	/	Sans objet
12	Valeurs limites de rejets	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 4.3.2	/	Sans objet
14	Auto-surveillance des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 9.2.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Productions annuelles	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 1.4.2	/	Sans objet
3	Phasage d'exploitation	AP Complémentaire du 07/05/2019, article 2	/	Sans objet
4	Epaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 2.2.3.2	/	Sans objet
5	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 1.5	/	Sans objet
6	Liste des installations classées	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 1.2.1	/	Sans objet
7	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 2.1.4	/	Sans objet
8	Remise en état final	AP Complémentaire du 07/05/2019, article 3	/	Sans objet
9	Aire étanche de ravitaillement	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 4.2.1	/	Sans objet
11	Source	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 4.2.3	/	Sans objet
13	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 6.3	/	Sans objet
15	Auto-surveillance des vibrations	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 9.2.4	/	Sans objet
16	Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 5.1.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de graves manquements dans l'exploitation de la carrière. L'exploitant doit toutefois entretenir régulièrement le bassin de décantation des eaux de ruissellement et surveiller périodiquement la qualité des rejets d'eaux de ruissellement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Productions annuelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 1.4.2
Thème(s) : Situation administrative, Capacité de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le tonnage total de matériaux à extraire est de 1 120 000 tonnes. La production brute maximale annuelle de matériaux produits est de 150 000 tonnes et de 80 000 tonnes en moyenne y compris les matériaux provenant de la carrière voisine (Les Pierres Bourguignonnes).
Constats : Les dernières productions annuelles sont en tonnes : <ul style="list-style-type: none">- 2022 : 51 000- 2021 : 27 000- 2020 : 26 000- 2019 : 45 000 Les matériaux extraits et traités sont principalement destinés aux travaux locaux de viabilité. La carrière ne traite plus de matériaux issus de la carrière voisine (SN SOGEPIERRE) depuis plusieurs années.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 2.4
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m,• les positions des fronts,• les cotes d'altitude des points significatifs,• les zones remises en état,• les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement,...),• les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,• les bornes.
Constats : Le dernier plan d'exploitation a été relevé le 23 février 2022 par la société SATMA. Le plan est à l'échelle 1/1000 et il contient toutes les informations requises sauf les bornes délimitant la limite autorisée.
Non-conformité : absence de bornes caractérisant la limite autorisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/05/2019, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Conduite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conduite de l'exploitation : les travaux d'exploitation progressent conformément aux plans de phasage en annexe 1 du présent arrêté.
Constats : Les deux dernières phases d'exploitation ont été modifiées dans le cadre de l'arrêté complémentaire : - phase 2 modifiée : 2015-2020 - phase 3 modifiée : 2020-2025 La phase 2 modifiée est achevée et l'exploitation se trouve actuellement dans la phase 3 modifiée : l'avancement de l'exploitation se fait selon deux gradins en direction du Sud-Est.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Epaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 2.2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Epaisseur d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction des matériaux se fait sur une épaisseur maximale de 30 m (hauteur maximale des gradins de 15 m). En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 360 m NGF.
Constats : La cote minimale d'extraction est à 360 m NGF (secteur Nord du carreau de la carrière) ; Les fronts ont une hauteur maximale de 15 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre d'éloignement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Les bords supérieurs de l'excavation sont à plus de 10 mètres des limites du périmètre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Liste des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Apports inertes extérieurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Autre activité: Apports de matériaux inertes: quantité maximale de 18000 t/an
Constats : Les apports de déchets inertes destinés à la remise en état de la carrière sont uniquement des terres et cailloux issus de chantiers de terrassement locaux. Les derniers volumes stockés sont en tonnes : <ul style="list-style-type: none"> - 2022 : 12 700 - 2021 : 3 400 - 2020 : 4 000 - 2019 : 0
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 2.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin ...) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le(s) chemin(s) d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont munies de panneaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).
Constats : Une clôture est présente sur une grande partie du périmètre dans les secteurs relativement accessibles de l'extérieur. Le reste des limites est protégé par la présence de végétation dense, merlons et pentes naturelles difficilement franchissables. Une barrière ferme l'accès unique au site en dehors des heures d'exploitation. Des panneaux installés sur la barrière d'entrée et le long de la clôture signalent le danger et l'interdiction d'accès au site. Le bassin de décantation des eaux de ruissellement de la carrière est clôturé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Remise en état final

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/05/2019, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état final
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fin d'exploitation, le site doit être rendu conforme au plan de remise en état final en annexe 2 du présent arrêté.
Constats : La remise en état de la carrière est coordonnée au phasage d'exploitation. Elle suit les principes définis dans l'arrêté complémentaire. Certains secteurs sont définitivement remis en état (remblayage des fronts et banquettes latéraux dans les secteurs qui ne sont plus exploités, par des stériles d'exploitation) et d'autre en cours (remblayage de la partie centrale de la zone d'exploitation par des apports extérieurs). Observation : La végétation ne reprend que partiellement sur les fronts définitivement remblayés en fonction du substrat présent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Aire étanche de ravitaillement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aire étanche de ravitaillement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stationnement prolongé des engins de chantier, en dehors des horaires d'activité, est réalisé sur une aire étanche reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. L'activité de distribution d'hydrocarbures est effectuée sur une aire étanche équipée d'un décanteur-déshuileur.
Constats : Une aire étanche en béton est présente pour le ravitaillement et le stationnement des engins. Elle est ceinturée par une rigole qui canalise les eaux de ruissellement vers le décanteur/séparateur d'hydrocarbures. Les eaux issues du traitement sont rejetées dans le bassin de décantation des eaux de ruissellement de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement de la carrière doivent être collectées puis traitées dans un bassin de décantation avant rejet au milieu naturel. Afin de conserver son efficacité, ce bassin doit être régulièrement nettoyé.
Constats : Un bassin est présent pour collecter et décanter les eaux de ruissellement d'une partie de la carrière (entrée). Ce bassin n'est pas régulièrement curé. Aujourd'hui ce bassin ne remplit pas son rôle de décantation avant rejet des eaux de ruissellement dans le milieu (fossé bordant la route départementale) en raison d'une grande quantité de boues obstruant la capacité du bassin. Non-conformité: absence de curage régulier du bassin de décantation de la carrière rendant inefficace son fonctionnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Source

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Source Saint Ytage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit respecter les conclusions de l'étude hydrogéologique réalisée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation. En cas de déviation accidentelle de la source, l'exploitant engagera immédiatement les études et travaux pour réalimenter la source, notamment avec la création de fossés de dérivation et le comblement des fuites répertoriées.
Constats : La source de Saint Ytage n'a pas été perturbée par l'exploitation de la carrière selon l'exploitant. Son point de résurgence se situe en limite Sud de l'emprise de la carrière. Une surveillance régulière est effectuée par le chef de carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Valeurs limites de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limites de rejet des eaux au milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout rejet d'eau de procédé est interdit. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales issues du bassin de décantation dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : Paramètre ; Concentrations maximale (mg/l) MES ; 35 DCO ; 125 HCT ; 5 L'analyse est faite selon les normes en vigueur. Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30°C.
Constats : Non-conformité : les rejets d'eau de ruissellement issues du bassin de décantation ne font pas l'objet de mesures de qualité. Observation : les rejets d'eaux de ruissellement de l'aire étanche de ravitaillement dans le bassin de décantation de la carrière ne font pas l'objet de mesures de qualité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tirs ont lieu uniquement les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus). Avant chaque tir, l'exploitant est tenu d'informer, au moins 48h à l'avance, la mairie de Montagny-les-Buxy, la DRIRE et le propriétaire du moulin, de la date et des horaires prévus pour l'intervention. Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (on entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 5mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Conformément à l'étude en date du 19 juin 2009 réalisée par le Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées d'Autun, le seuil de vibrations à respecter au niveau du moulin de M. RIGOT est de 2 mm/s sur les fondations (valeur brute).
Constats : L'exploitant a procédé à 4 tirs de mine en 2022. Les tirs, sous-traités par SOFITER, sont effectués les jours ouvrés et en fin de matinée. Les riverains et la mairie de Montagny-les-Buxy sont informés par courrier des tirs prévus 48 heures à l'avance. Les résultats de vibrations et de surpressions aériennes sont conformes aux limites imposées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Auto-surveillance des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des rejets d'eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Annuellement, l'exploitant fait réaliser, en sortie du bassin de décantation prévu à l'article 4.2.2., des mesures de la qualité des eaux rejetées. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.3.2. Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Non-conformité : absence de mesures annuelles de la qualité des eaux rejetées en sortie de bassin de décantation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Auto-surveillance des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le respect des vitesses fixées au chapitre 6.3 du présent arrêté est vérifié à chaque tir de mine au niveau des habitations les plus proches et au niveau du moulin de M. RIGOT (rez-de-chaussée). Les résultats de cette autosurveillance sont à adresser à la Mairie de Montagny-les-Buxy. Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Les mesures de vibrations et de surpressions aériennes sont enregistrées lors de chaque tir au niveau des premières habitations suivantes : Rigot, Desbrière et Wiederle. Les résultats sont transmis par courrier à la mairie de Montagny-les-Buxy.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Déchets produits par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : Vérification pour les déchets du décanteur-séparateur (nettoyage le 24/01/2023). Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures a fait l'objet d'un nettoyage le 24 janvier 2023 par la société SARP-CENTRE-EST. Un bordereau de suivi des déchets dangereux a été émis sur le site national "Track déchets" sous le code déchet 13 05 08* et pour une quantité de 1 tonne. Les déchets ont fait l'objet d'une destination finale sous le code de traitement R5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet